

POINTS FORTS

PAGE 2

Les sections de Lausanne et Renens s'expriment

PAGE 3

Venez donc au POP 'Stamm !

PAGE 4

Interview d'un jeune militant

Un immense merci à toutes et tous pour vos votes et vos soutiens. REAGISSONS !

Signez le référendum RIEII

Vous trouverez des cartons réponses affranchés à forfait à l'intérieur de ce journal

Ce journal est gratuit, vous pouvez toutefois nous soutenir et nous aider à faire avancer vos idées en vous abonnant.

Abonnement annuel : 25Frs
Abonnement de soutien : 40Frs

CCP Résistance : 10-769952-7
POP & GM, pl. Chauderon 5, 1003 Lausanne

CADEAU FISCAUX DANS LE CANTON DE VAUD

**NON
aux cadeaux
fiscaux
aux grandes
entreprises**

**NON
à l'austérité**



**NON
aux coupes
dans
les services
publics**

Sous la direction de Pierre-Yves Maillard et Pascal Broulis, le Conseil d'Etat propose de réduire le taux d'impôts des entreprises au niveau cantonal et communal. Ce dernier serait trois fois plus bas, à partir de 2019, que ce qu'il était encore en 2012. Pour les collectivités publiques, cela représente annuellement un demi-milliard de moins à partir de 2021, comparé aux chiffres 2012. Le projet a été approuvé par le Grand Conseil dans l'urgence ; le groupe POP et solidaritéS a été le seul à s'y opposer. Nous dénonçons une réforme prématurée, coûteuse et nuisible aux services publics ; aussi avons-nous lancé le référendum avec une coalition de syndicats et de partis. D'ici au 1er décembre, ce sont 12'000 signatures à récolter - mais les arguments ne manquent pas.

Un cadeau prématuré

S'il y a une réforme vaudoise, c'est avant tout parce qu'il y a une réforme fédérale. Jusqu'à présent, certaines entreprises bénéficiaient de « statuts spéciaux », offrant des rabais fiscaux importants. Ainsi, des sociétés qui détiennent des participations dans d'autres sociétés, ou dont l'activité économique est essentiellement à l'étranger, pouvaient rapatrier en Suisse leurs bénéfices et y payer un impôt minime. Ces statuts spéciaux, critiqués sur le plan international, vont être abolis au niveau suisse. Pour les compenser, la Confédération propose de nouveaux avantages fiscaux, et incite les Cantons à diminuer leur taux d'impôts.

Le Canton de Vaud sera le premier canton à modifier son taux d'impôt. Et ce ne sera pas une demi-mesure : de 23% en 2012, le taux passera à 13% en 2019 (y compris 7% environ d'impôt fédéral). Le Conseil Fédéral, dans son message,

estime que le taux d'impôt moyen des cantons devrait s'élever à 16%... Pour le Canton de Vaud et ses communes, cela représente une baisse 390 millions entre 2016 et 2019. Et c'est sans compter les baisses fiscales octroyées entre 2012 et 2016 (90 millions)

La baisse fiscale est importante, mais elle est surtout prématurée : la réforme fédérale n'a pas été discutée au Parlement, et pourrait donc avoir un impact imprévisible. Le Conseil Fédéral propose des avantages fiscaux pour les revenus tirés de licences (licence box), que personne n'a chiffré, et qui s'ajouteraient aux 390 millions déjà prévus par le Canton. Et surtout, le Conseil Fédéral prévoit des réductions qui profiteraient aux sociétés à statuts spéciaux durant environ cinq ans. La réforme fédérale, prévue pour 2019, déploierait donc pleinement ses effets à partir de 2024. Pourquoi donc le Canton de Vaud doit-il baisser ses impôts en 2019, et pourquoi doit-il le décider en 2015 ? Nous nous y opposons, car cela revient à jongler avec les millions à l'aveuglette.

Un cadeau coûteux

Pour faire passer ses cadeaux fiscaux, le Canton propose, en compensation, quelques baisses fiscales aux personnes physiques, et des améliorations de prestations sociales. Ces améliorations sont sympathiques, mais elles représentent des charges supplémentaires pour les collectivités publiques. A terme, le Canton et les communes auront chaque année 510 millions de ressources en moins qu'en 2012. Les cadeaux qu'on nous promet se paieront donc par des baisses de prestations ou des hausses d'impôts. Ce seront donc de nouvelles pressions sur les services publics et sur les principales dépenses publiques : la santé, le social et l'éducation.

Baisses fiscales : pour les actionnaires plus que pour les PME

On nous propose une réforme de l'imposition « des entreprises » ; mais lesquelles en profiteront ? Cette réforme ne profitera qu'aux personnes morales ; cela exclut donc les petits indépendants, qui n'ont pas constitué de société. Ce sont ainsi 36% des entreprises qui sont exclues d'office. Examinons maintenant les personnes morales (pour l'essentiel, sociétés anonymes et sociétés à responsabilité limitée) : selon les statistiques cantonales, 86% d'entre elles paient 2% des impôts sur le bénéfice et sur le capital. 98% du cadeau fiscal profitera donc à un petit 14% des personnes morales, soit 9% des entreprises en général.

Baisse fiscale : bon pour les profits, pas pour les emplois

Est-ce que les baisses fiscales permettront alors d'attirer dans le Canton de Vaud de nouvelles entreprises ? Le taux d'imposition vaudois, de 13.79%, restera derrière celui de Lucerne, qui affiche déjà un taux de 12.2%. Sans compter la concurrence avec l'Irlande (12.5%) ou la Bulgarie (10%)... De plus, avec des cadeaux fiscaux, on attire des entreprises qui cherchent à limiter leurs charges, mais pas forcément celles qui créent des emplois. Sinon, comment expliquer que Lausanne, avec un taux d'impôts supérieur à la moyenne, réunit 17.5% des habitants du Canton, mais 27% des emplois ?

Est-ce que l'argent qui n'ira plus à l'Etat sera investi en salaires ? Prudent, le Conseil d'Etat ne fait aucune promesse à ce sujet, et cherche ouvertement à attirer des entreprises « actives dans le rapatriement de centres financiers, avec un nombre d'emplois peu élevé » (rapport de la commission des finances. De toute façon, la réforme ne touche que l'impôt sur le bénéfice – donc ce qui revient aux actionnaires, une fois payés les salaires et autres charges. La baisse d'impôt permettra donc d'augmenter la part qui reviendra aux actionnaires, et de diminuer celle qui revient aux collectivités publiques.

David Payot

EDITO DE CÉLINE MISIEGO

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2015

C'est fini. Pourtant, nous n'en sortons pas décapités mais le menton bien dressé. Si certains ont voulu occulter nos visages, ils n'auront comme unique résultat que notre tête s'endurcit et que notre visage leur reviendra dans quatre ans. En tant que femme de la gauche combative, j'ai fait office de Méduse ; à croire que poser le regard sur une double minorité serait néfaste. Le Lausanne-Cité, qui met notre affiche en une et qui cite dans l'article que « l'extrême gauche se profile avec Jean-Michel Dolivo et Marc Vuilleumier », me relaye au rôle de plante verte à côté du candidat crédible qu'est Jean-Michel. Même son de cloche au 24Heures, qui ne cesse de citer ces deux grands messieurs depuis le début de la campagne. Pardonnez mon erreur, ils ont parlé de moi...

pour dire que je ne souriais pas sur l'affiche. Malgré notre programme, que je m'efforçais de mettre en avant, c'est certainement ce qui a été le plus commenté...mon absence de sourire Colgate. Cela a d'ailleurs donné lieu à un grand débat sur les réseaux sociaux. J'ai même eu vent que mon rictus avait été commenté dans un cours d'économie, ainsi que ma façon de m'habiller ! Quel rapport me direz-vous. Pour beaucoup de gens, j'aurais dû sourire pour me rendre plus sympathique, pour « draguer l'électeur » comme on dit dans le jargon du marketing politique. Cette façon de faire de la politique est pour moi exécrable. Je souhaite que les gens votent notre liste pour ce qu'on a dit plutôt que pour mon sourire. Heureusement d'autres ont signalé que cette affiche

n'était pas une pub d'un catalogue de mode, Heureusement d'autres ont signalé que cette affiche n'était pas une pub d'un catalogue de mode, ou que je n'étais pas la Joconde. Pour finir, je citerai une camarade dont le compliment m'a beaucoup touché : « Céline, je trouve que tu as une belle fierté sur cette affiche ! ». En effet, je suis très fière d'avoir porté les idées de mon parti, d'avoir représenté mes camarades et peut-être, je l'espère, d'avoir fait un peu avancer la place de la femme en politique. Car on vient de le voir, il reste encore beaucoup à faire pour qu'on s'intéresse vraiment à ce que les femmes politiques ont à dire plutôt qu'à leur sourire.

Mais surtout je suis fière de mes camarades neuchâtelois qui ont oeuvré à faire élire Denis De La Reusille. Grâce à lui le POP retrouve une voix au niveau national. La démocratie en sort grandie.

L'AGENDA GRATOS

L'AGENDA VAUDOIS DES ACTIVITÉS, EXPOS, CONCERTS...

27.10-01-11
28ème édition du JazzOnze + Festival Lausanne
Casino de Montbenon, l'EspaceJazz

31.10
Concerts et danses latino-américaines
pour toute la famille
Théâtre de Beausobre, Morges
19h-24h

20-21-22.11
CHAMPIONS !
Grand spectacle tout public en l'honneur des 100 ans du CIO Lausanne, le spectacle est payant mais des initiations gratuites aux sports de glace ont lieu tout le week-end !
Base bar, Sévelin, Lausanne

31-10
Courges en fête
Animations, spectacles
Echallens

PERMANENTS
Collection de l'art brut, Galerie
Gratuit le 1er samedi du mois
Av. des Bergières, Lausanne

Musée cantonal d'archéologie et d'histoire
Gratuit le 1er samedi du mois
Palais de Rumine, Place de la Riponne, Lausanne

Musée romain de Lausanne-Vidy
Gratuit le 1er samedi du mois

Musée cantonal des Beaux-Arts
Gratuit le 1er samedi du mois
Palais de Rumine, Place de la Riponne, Lausanne

Musée romain de Nyon
Gratuit le 1er dimanche du mois
Rue Maupertuis, Nyon
www.mrn.ch

MUDAC
Gratuit le 1er samedi du mois
Place de le Cathédrale, Lausanne

<http://www.facebook.com/AgendaGratos>

LA POLITIQUE DES PETITS PAS

Lorsque l'on s'engage en politique, c'est pour changer le monde. Etudiant, je m'imaginai volontiers à la place d'un Léon Blum instaurant les congés payés ou d'un Sartre incitant les ouvriers Renault à s'embarquer dans une grève générale et triomphante (pourquoi diable ne s'imagine-t-on jamais à la place d'un ouvrier écoutant un intellectuel?). Mais le monde ne change pas toujours de la manière dont on s'imagine et si la lutte est longue, une vie demeure bien courte.

Oui, la politique au sein de notre parti prend bien souvent des chemins de traverse et les luttes ont, la plupart du temps, des tailles modestes et humbles. Être au PoP permet d'avoir accès, quelquefois, à quelque chose de plus petit, de plus humain, mais surtout, nous pouvons y rencontrer des personnes tout à fait spéciales. Spéciales, car sensibles et soucieuses des réalités et des besoins de tout un chacun. J'aimerais rendre ici honneur à la perspicacité d'un camarade de longue date, M. Ernest Descosterd.

En effet, il y a 4 ou 5 ans, la section lausannoise s'était lancée dans une pétition demandant la prise en compte d'un accès facilité pour les personnes à mobilité réduite dans la salle Métropole. Nous avons alors récolté plus de 500 signatures poussant ainsi l'architecte aux commandes des rénovations à prendre en compte cette frange de la popula-

tion. Des dispositions spéciales ont été mises en place et j'aime penser que le PoP y est certainement pour quelque chose. Ernest me le rappelait l'autre jour, triomphant, que La salle Métropole était désormais de nouveau accessible à tous et que les Dominicales (les anciens Concerts populaires) de l'Orchestre de Chambre de Lausanne étaient redevenus le petit plaisir hebdomadaire des anciens, grâce notamment au combat du PoP et qu'il était d'autant plus important de le rappeler. Car nous savons être efficaces, il n'est pas inutile de le redire, ne serait-ce que par respect pour tous les camarades qui ont aidé à récolter ces signatures.

Du haut de ses 93 ans et presque 70 ans de militantisme au parti, Ernest m'a rappelé deux choses. Premièrement, que faire de la politique, c'est aussi et surtout s'occuper de petites choses. D'améliorer concrètement la vie des citoyens et cela sans grand impact électoral. Et deuxièmement, qu'il n'est pas inutile de remémorer aux membres actifs que leur travail, aussi ingrat soit-il, porte ses fruits. Après notre rencontre, Ernest est reparti claudiquant avec ses béquilles et tout son bagage de militant. C'est alors que je me suis dit: voilà une politique des petits pas!

Joaquim Manzoni

Président POP Lausanne et Oron-Lavaux

La section de Lausanne tiendra son AG le 2 décembre à 19h à la Maison du peuple à Lausanne, elle sera suivie d'une raelette. Si la politique communale vous intéresse et que vous souhaitez voir comment se passe une de nos assemblée, n'hésitez pas à venir !

LA RIE 3 : UNE NÉGOCIATION À SENS UNIQUE.

Présentée comme inéluctable, la réforme sur l'imposition des entreprises (qui passe d'un taux de 22,3% à 13,7%), est largement favorable aux milieux économiques. La négociation sur les mesures compensatoires révèle une fois encore, une inégale répartition des responsabilités sociales.

En guise de compensation, le Conseil d'Etat prétend avoir négocié des contreparties, comme les allocations pour enfants et jeunes en formation, l'accueil de jour, les subsides d'assurance maladie et la protection des travailleurs de la construction. Ces mesures sociales seront financées par l'Etat. La réforme provoque ainsi un double transfert de charges vers la collectivité: celle des pertes fiscales effectives et celles du financement des compensations, sans compter les conséquences à long terme d'une austérité programmée. Qui en subira le plus les conséquences ?

Depuis plusieurs années, on nous dit que le coût de l'aide sociale augmente. Ce constat s'accompagne souvent d'une stigmatisation des bénéficiaires : motivation, absence de qualifications, pauvreté

apparaissent plus souvent comme des problèmes individuels et non pas comme la conséquence d'un marché de l'emploi toujours plus sélectif. Avec ce discours, le droit à certaines prestations est ainsi remis en cause. Le marché du travail n'est pourtant pas étranger à l'augmentation de ces coûts: des salaires trop bas, des contrats à durée déterminée plongeant nombre de travailleur.euse.s dans l'incertitude (et la nécessité de recourir à des compléments sociaux), un accès aux places d'apprentissage ultrasélectif, une discrimination à l'embauche pour les étranger.ère.s aux statuts précaires. S'il est certain que ces personnes seront les premières victimes des pertes fiscales engendrées par la réforme, ce n'est pas ainsi qu'on nous présentera les choses. Pour justifier une diminution des prestations, il faudra bien leur trouver quelques défauts de plus.

Parmi ces mesures sociales de compensation, il y a en une qui manque cruellement dans la négociation. Depuis 2016, le SPAS a mis en place nombre de mesures visant à « rendre conforme » les bénéficiaires du ri (revenu d'insertion) au marché de

l'emploi pour les insérer, et ainsi les faire disparaître des chiffres de l'aide sociale. Ces mesures étaient au départ destinées aux jeunes sans formation, pour ensuite se généraliser à l'ensemble des bénéficiaires. Plusieurs recherches sur ces programmes, en Suisse et en Europe, pointent la tendance actuelle à activer les bénéficiaires de manière contraignante, sans en faire autant avec les employeurs. Les bénéficiaires se voient contraints de participer à de tels programmes, contrairement aux entreprises qui elles ne répondent qu'à des incitations. La réforme actuelle n'est qu'une illustration de plus de ce fait. L'Etat aurait pu par exemple, soutenir les personnes les plus faibles en exigeant un engagement ferme des employeurs à soutenir la formation professionnelle, conçue comme un droit pour toutes et tous. La réforme va dans le sens inverse. Les milieux économiques feront des économies réelles d'argent, et symboliques en terme de responsabilité sociale vis-à-vis d'une population qui devrait être au coeur de sa raison d'être.

Karine Clerc, conseillère communale Renens

ADHÉSION



- J'aimerais adhérer au POP
- J'aimerais m'abonner à Résistance
- J'aimerais abonner un-e ami-e à Résistance

Nom :
Prénom :
Adresse :
N° tél. :
Adresse e-mail :

Signature :

A renvoyer à l'adresse suivante :
POP vaudois & Gauche en mouvement,
Chauderon 5, 1003 Lausanne



QU'EST-CE QU'UN POP'STAMM ?

Bien des Vaudois connaissent le terme de stamm. Je dirais même que tous les bons Vaudois savent ce qu'est un stamm. Mais alors un POPstamm ? Qu'est-ce donc ? Me direz-vous !

Et bien c'est une réunion des gens du POP diront certains ! Mais ce n'est pas que ça. C'est une réunion des gens du POP avec d'autres gens qui ne sont pas du POP !

Qu'est-ce qu'un POPstamm ?

Il y a quelque temps de cela, réunis autour d'une table devant un verre comme c'est souvent le cas en terre vaudoise, nous réfléchissions au fait que les membres du parti n'avaient pas de lieu de rencontre, hormis le bureau et les assemblées. Notre secrétaire cantonale soulignait qu'il était important de créer un rendez-vous où les membres (ou pas) puissent venir en toute liberté rencontrer leurs camarades. Nous décidâmes donc de mettre en place un stamm qui aurait lieu une fois par mois. Le décor étant déjà désigné (Zinéma, dont le propriétaire est membre du POP) et l'horaire fixé, nous nous demandions comment animer ces stamms et surtout comment faire pour vous ayez envie de revenir.

Parce que parler politique, surtout lorsqu'on est du même avis, on en a vite fait le tour. C'est l'échange entre gens différents qui est intéressant, la contradiction, sans l'affrontement. Mais échanger avec qui ? L'UDC, les PLR,

manque d'intérêt. Nous avions envie de partager avec des gens à qui la parole n'est pas souvent donnée, nous voulions donner la possibilité à des minorités d'exposer leurs projets, leurs attentes, leurs difficultés. L'idée était lancée et les sujets arrivèrent spontanément sur la table. Le premier concernait la prostitution, avec comme invité l'association Fleur de Pavé. Et attira de nombreux participants, pas des spectateurs, non, des participants qui peuvent intervenir, poser des questions, et celles-ci furent L'association Fleur de Pavé avait spontanément accepté de nous rencontrer, très touchée de notre invitation, et a pu nous exposer leurs préoccupations d'aujourd'hui à Lausanne.

Le deuxième concernait les chômeurs, puis ce fut les vacances solidaires et l'agriculture contractuelle. Et le dernier, particulièrement intéressant, sur les transgenres dont voici un petit compte rendu

Qu'est-ce que les transgenres ? Ce sont simplement des filles ou des garçons qui ne sont pas nés dans la bonne enveloppe. Nous avons eu

deux intervenants, un garçon transgenre et une fille transgenre. Nous avons donc pu aborder la question de deux angles totalement différents, mais leurs difficultés sont exactement les mêmes. Un désaccord entre son apparence et son identité profonde qui pose de nombreux problèmes dont

la dépression. Ils ont certes essayé de s'adapter tant bien que mal dans le corps qui leur avait été attribué mais il arrive un moment où ce n'est plus possible et où il n'y a pas d'autre alternative qu'un changement de sexe.

Ils nous ont aussi expliqué que le changement d'identité est difficile socialement du fait des papiers d'identités qui restent en désaccord avec ce que l'on est, faisant passer les transgenres pour des menteurs. On nous a aussi expliqué que si on ne rentre pas dans la case homme ou femme, c'est plus difficile car certaines personnes ne ressentent pas un genre particulier et seront plus proches des femmes ou des hommes ou seront une combinaison des deux.

Ces intervenants nous ont aussi parlé de la situation des transgenres au niveau légal. On retrouve de grandes différences selon les cantons. La plupart des cantons exigent une lettre d'un médecin certifiant que la personne est trans. Certains exigent la prise d'hormones. Il arrive fréquemment que le canton fixe un délai entre la réalisation de certaines conditions et le dépôt de la demande. La personne doit ainsi prouver, par exemple, qu'elle utilise déjà son nouveau prénom depuis plus de deux ans. Le changement de prénom est une étape importante, l'attente pour les nouveaux papiers est donc longue. Imaginez donc la frustration d'Annick lorsqu'elle s'est rendue pour retirer ses papiers en recommandé à la poste, adressés sous sa nouvelle identité et que la postière lui demande une pièce d'identité. « Ils sont dans le paquet que vous avez en mains » « Oui mais il me faut une pièce d'identité pour vous l'ouvrir. »

Des campagnes sont régulièrement menées dans les écoles afin de sensibiliser les professeurs et les élèves car ces jeunes sont isolés ou au contraire montrés du doigt et martyrisés. La fondation Agnodice qui s'occupe de ces campagnes a créé un réseau de soin pour les transgenres, réunissant endocrinologues, psy... Comme il n'existe pas de formation spéciale transgenre des colloques sont organisés par une quinzaine de professionnels afin d'échanger sur les cas qu'ils rencontrent et partager leurs expériences. Les pys sont là pour aider la personne à choisir et non pour donner leur accord. Le réseau sur Lausanne est assez fort et il y a beaucoup de retours positifs.

Chacun peut intervenir ou pas, rester passif ou engager le débat, chacun doit se sentir libre. Nos échanges se font dans le respect des uns et des autres.

Qu'est-ce que les transgenres ? Ce sont simplement des filles ou des garçons qui ne sont pas nés dans la bonne enveloppe.

Voilà le genre d'approche qu'on peut avoir lors de nos POPstamms. Et autant les participants que les intervenants sortent enrichis de ces échanges. Les prochains sont déjà prévus comme les accords Tisa, le sport comme modèle d'intégration ou encore le veganisme. Donc n'hésitez pas à venir y assister, vous y serez bien accueillis. Chacun peut intervenir ou pas, rester passif ou engager le débat, chacun doit se sentir libre. Nos échanges se font dans le respect des uns et des autres.

Et si vous-mêmes avez un sujet qui vous tient à cœur et que vous voudriez aborder, nous sommes ouverts à tout et tous et nous ferons un plaisir de répondre à vos propositions.

Donc en clair, venez-y ! C'est un bon moyen de découvrir la politique et notre parti dans une ambiance conviviale.

Monique Misiego



de **Michel Bühler**

Impôts

Notre pays vit sous le régime de l'impôt progressif: plus vos revenus sont élevés, plus votre taux d'impôt augmente.

Comment ça marche? Exemple... (attention, ces chiffres ne sont pas la réalité, ils ne sont là que pour mettre les choses en évidence! On peut, sans que la démonstration en soit affectée, utiliser d'autres taux...):

À un contribuable A, qui gagne 100.- fr on applique un taux de 13,8%. Il paie donc 13,80.- fr à l'Etat., et il lui reste 86,20.- fr pour vivre.

Pour son voisin B, dont le salaire est de 1'000.- fr, le taux, plus élevé, est de 30%. Il paie donc 300.- fr à la communauté, et il lui reste encore 700.- fr pour ses dépenses personnelles. Soit plus de 8 fois les 86,20.- fr qui restent à A. B n'est de loin pas acculé à la misère! Il contribue en outre à la solidarité entre les habitants, à la cohésion sociale du pays.

Cette progressivité, qui s'applique aux impôts des personnes comme à ceux des sociétés, est généralement admise comme légitime: les nantis ont encore largement de quoi vivre, et le nécessaire est assuré à ceux qui n'ont pas la chance d'avoir de hauts revenus.

Ce système d'imposition est toutefois, depuis longtemps, la cible des néolibéraux, qui y voient une insupportable injustice infligée à ces pauvres riches. Ces philanthropes demandent qu'au taux progressif on substitue un taux unique.

Voici que les autorités du Canton de Vaud ont fait un premier pas dans leur direction, en décidant d'abandonner le taux progressif, pour appliquer aux sociétés un taux uniforme, de 13,8%. En reprenant l'exemple ci-dessus, A paiera donc toujours la même somme, et il lui restera toujours 86,20.- fr dans le porte-monnaie.

B, lui, ne paiera que 138.- fr, et conservera 862.- fr dans sa bourse.

Question: à qui profite cette magnifique innovation?

Ce nivellement, proposé par le Conseil d'Etat et adopté par le Grand Conseil dans son énorme majorité, a pour but, selon ses initiateurs, d'éviter le départ de multinationales vers des lieux plus cléments, et de préserver des emplois. Ouais... Le jour où ces sociétés trouveront ailleurs des fiscalités plus favorables, se souviendront-elles du cadeau que leur a fait un jour le gentil Canton de Vaud? Allons! Elles délocaliseront sans une hésitation. Et que va-t-il se passer avec celles qui, actuellement, ne paient pas d'impôts du tout (je pense entre autres à certaine multinationale des semences, basée à Morges)? Elles vont accepter avec le sourire de se comporter enfin en entreprises civilisées?

Je pense qu'en s'inclinant devant le grand capital, et même si des compensations sont promises, nos autorités ont mis le doigt dans un funeste engrenage. Le taux unique pour les personnes va-t-il bientôt pointer le bout de son nez? Mais oui, des fois que les gros revenus du canton fronçaient les sourcils...

Il faut de toute urgence signer le référendum contre la réforme RIE III, qui n'est rien d'autre qu'un cadeau fait aux plus riches. Avant d'arracher peut-être quelques chemises...

Le prochain portera sur les accords TISA et aura lieu le mercredi 28 octobre à 18h30.

POP'STAMM

**espace de discussion
politique et convivial**

**tous les derniers
mercredi du mois**

a 18h30 au ZINÉMA

INTERVIEW D'UN JEUNE MILITANT : LUCA SCHALBETTER



Quelles sont tes origines familiales et sociales ?

Je suis issu d'une famille de la classe moyenne, ce qui m'a donné la chance d'avoir pu voyager dans plusieurs coins du monde et ainsi, me rendre compte de l'impact que peut avoir la concentration des richesses, la catastrophe écologique et le pillage des matières premières dans les pays en voie de développement. En ce sens, il nous faut combattre l'impérialisme, d'où qu'il vienne.

J'aurais pu prendre le chemin de l'ambition et du pouvoir, j'ai décidé de prendre celui des convictions et du combat social. Je me battrai toute ma vie pour ceux qui créent réellement la richesse, les travailleurs, mais qui n'en récoltent que des miettes.

Tu as 16 ans, pourquoi s'engager si jeune en politique ?

Cela a toujours été une curiosité pour moi. Si jeune, je voyais déjà nos villes recouvertes par de la propagande politique, à caractère xénophobe parfois.

J'ai voulu en savoir plus, en m'intéressant à notre système

et ses institutions, puis en suivant l'actualité politique. Depuis mon enfance, mes valeurs morales ont toujours été la solidarité, le partage, la générosité. Il est vrai que je suis quelqu'un de nature plutôt calme, mais cela ne m'empêche pas d'être profondément révolté contre les injustices du monde actuel.

Est-ce que tu parles de ton engagement à tes amis et est-ce que tu les incites à s'engager ?

Bien sûr ! Certains sont parfois étonnés et surpris de ma couleur politique, d'autres sont plus sceptiques. Dans tous les cas, s'engager pour la collectivité est unanimement applaudi par les gens avec qui j'entame cette discussion. Evidemment je préférerais que les gens viennent s'engager chez nous, mais on ne peut pas les obliger à avoir nos idées

Avant de militer chez les Jeunes POP tu étais très actif chez les Jeunes Verts, pourquoi as-tu changé de parti ?

D'abord, ce n'est pas moi qui ai changé, c'est surtout ce parti qui change !

Les Verts d'Ueli Leuenberger, force parlementaire qui était la plus à gauche de l'échiquier politique, sont à des années lumières des Verts d'Adèle Thorens, qui fait virer le parti vers une tendance de plus en plus centriste. L'écologie politique ne se résume pas aux tomates bio plantées sur le balcon d'un 4.5 pièces au centre de Lausanne... Malgré tout, certains m'ont beaucoup appris de leur expérience politique et militante, je pense à Ilias Panchard, qui reste un excellent ami !

As-tu l'impression d'avoir trouvé ta place au sein du POP ?

Absolument ! Face aux attaques frontales contre nos acquis sociaux obtenus de longues luttes, notre présence politique est indispensable pour rappeler que non, tout ne va pas bien. La gauche rose-verte a cette fâcheuse tendance à faire de nos adversaires des partenaires. Et c'est aussi dans ce sens que nous sommes présent. En mettant l'humain au centre de nos priorités, alors que pour d'autres, c'est l'argent. Nous nous devons d'être les porteurs organisés des plus précaires et des plus faibles, ceux qu'on laisse au bord du chemin, ceux que nous n'entendons jamais. Il est indispensable de bâtir une société où chacun trouve sa place.

Quels sont les thèmes que tu souhaites défendre ?

La justice pour tous les travailleurs, avec ou sans-papiers, victimes de cette infinie recherche du profit, nourrie par ce néolibéralisme défendu corps et âme par la majorité bourgeoise de ce pays.

La solidarité à tous les migrants qui frappent à nos portes, et méritent notre accueil dans la dignité. Les immigrés italiens, espagnols, portugais, bosniaques, croates, polonais, sont incontestablement une intégration réussie, que j'appelle de mes vœux pour les migrants actuels.

L'égalité des chances pour toute la population vivant sur notre territoire, par des prestations supplémentaires aux familles à bas revenus, et des bourses d'études convenables aux jeunes qui en ont besoin.

Je souhaite également défendre nos services publics, frontalement attaqué par la RIE III mais aussi par le traité TISA.

Sans oublier la répartition des richesses, un des thèmes historiquement centraux. Effectivement, un petit nombre possède la plus grande partie, et beaucoup n'ont presque rien. La redistribution s'applique par des réformes concrètes à appliquer, je pense à l'initiative 1:12, à l'introduction d'un impôt sur les gains boursiers mais aussi à des salaires minimaux garantissant des revenus décents à la classe populaire. A l'heure où 14,7% des enfants vivent sous le seuil de pauvreté en Suisse, il est temps de tirer la sonnette d'alarme.

A quoi consacres-tu tes loisirs ?

En grande partie à mon activité militante au sein du POP et de Jeunes POP, avant d'être un loisir c'est une passion que nous entretenons tous les jours par des actions dans la rue, aux côtés de la population. En dehors de la politique, j'aime sortir avec des amis (souvent aussi camarades) et j'apprécie particulièrement le sport, football et tennis en prime.

Propos recueillis par Christophe Grand

MÉDIAS NEUTRES OU PAS ?

Comment ne pas s'emporter en voyant le conflit social à Air France. 2900 postes menacés, des travailleurs en colère, la chemise du PDG déchirée et des médias qui donnent la parole à des politiques et milieux économiques qui s'indignent du traitement qu'a subi ce « pauvre » patron, allant même jusqu'à demander des sanctions sévères pour ces employés qu'ils appellent voyous ou lyncheurs. Mais mis à part les gens de la gauche radicale et quelques journaux comme l'Humanité, qui s'est indigné de ces licenciements abusifs ? Qui a pris leur défense ? Qui est allé à leur rencontre et a cherché à savoir quel était leur état d'esprit ? De ces salariés licenciés combien vont finir dans la précarité ? Combien vont se suicider et surtout combien de lignes cela fera dans les journaux ?

Ce fait devrait nous interpellier sur la responsabilité et la neutralité des médias face à l'information. Ou devrais-je plutôt parler de désinformation ? Car dans ce cas précis, les employés sont clairement diabolisés à l'aide d'images choc de ce PDG qui tente de fuir l'émeute. Mais concrètement, les coupables sont ceux qui suppriment 2900 postes, alors que financièrement l'entreprise ne va pas aussi mal que les journalistes le disent. Donc, je m'interpelle sur le rôle réel des médias. Informer ou prendre parti ? Avoir une vision d'ensemble ou une vision unilatérale ?

En Suisse aussi nous ne sommes pas en reste. Quand à longueur d'année des articles entiers ou des débats télévisés parlent du premier parti de Suisse et de son thème fétiche, l'immigration, les médias donnent du crédit à ceux-ci et par là influencent certainement une partie du peuple. Cette mise en lumière de ce sujet permet de ne pas se profiler sur d'autres objets délicats comme le logement, les rentes AVS, les salaires ou l'évasion fiscale. Quand le 24 heures, premier quotidien romand, fait un supplément de douze pages pour donner la parole à Pascal Broulis et ses amis de l'économie, qui nous expliquent les bienfaits de la réforme de l'imposition des entreprises avec graphiques et chiffres à l'appui, cela n'est plus de l'information mais de la propagande politique très bien orchestrée (édition du 14 mars 2015). Ce genre de supplément ne me gênerait pas si l'on donnait autant de parole à ceux qui y sont opposés, pour que le citoyen puisse se faire sa propre opinion sans qu'elle soit biaisée ou orientée.

Puisque nous savons que notre vision progressiste de la société n'est peu ou pas exposée dans l'ensemble des médias qui sont dirigés et financés par des grands groupes de presse, que ceux-ci n'apportent rien de bon pour l'avenir de l'information et la liberté de la presse, il est plus que jamais nécessaire de développer et défendre une presse indépendante, libre de ses choix rédactionnels et capable de développer un esprit critique. Vous pouvez participer au maintien de cette pluralité, en vous abonnant entre autres à Gauchebdo, l'hebdomadaire romand de notre parti !

Christophe Grand

IMPRESSUM

Mensuel du POP vaudois & Gauche en mouvement
Rédaction : Chauderon 5, 1003 Lausanne
Téléphone : 021 312 06 76
Fax : 021 312 06 97
E-mail : info@popvaud.ch
Responsable : Céline Misiego
Tirage : 10 000 exemplaires
CCP Résistance : 10-769952-7
Abonnement annuel : 25 Frs
Abonnement de soutien : 40 Frs

Comité de rédaction :
 Michel Buhler, Joaquim Manzoni, Karine Clerc, Christophe Grand, Céline Misiego, Monique Misiego, David Payot

Ont collaboré à ce numéro :
 Didier Martin, Luca Schalbetter

